

Les opérations clandestines et ouvertes des États-Unis au Libéria de 1970 à 2003

NIELS HAHN, PhD*

Introduction et contexte

Avec le soutien de l'*US Navy*, l'*American Colonization Society* (SAC) a fondé le Libéria comme colonie américaine en 1822, avec l'intention de « renvoyer en Afrique » d'anciens esclaves noirs rebelles¹. Afin de réduire les frais d'administration de la colonie et de limiter la responsabilité du gouvernement américain, le Libéria a acquis son indépendance en 1847². La constitution a été rédigée à *Harvard University* et le drapeau adopté est similaire à celui des États-Unis, mais doté d'une unique étoile³. Bien que le Libéria ait toutes les caractéristiques extérieures d'un État indépendant, l'*American Colonization Society* et le gouvernement américain régissaient *de facto* et indirectement le Libéria. En tant qu'ancien directeur de recherche et président de l'*US Foreign Policy Association*, Raymond Leslie Buell le souligne : le Libéria a survécu « à des visites de navires de guerre américains dans les ports libériens et à travers des gestes plus courtois, les États-Unis ont posé sur le sol libérien une plaque interdisant de marcher sur la pelouse⁴ ».

Le Libéria est devenu un point d'attache du gouvernement américain en Afrique à l'époque de la colonisation européenne, un endroit d'où il pouvait projeter ses intérêts dans d'autres parties du continent. En 1926, *Firestone Company* a établi au Libéria l'une des plus grandes plantations de caoutchouc au monde, en réponse au monopole britannique du caoutchouc⁵. Au cours des décennies suivantes, le gouvernement américain a mis en place un certain nombre d'installations militaires tels qu'un port

* L'auteur est maître de conférences en économie politique à l'*University of London*. Il a travaillé au Libéria d'août 2002 à juin 2004 pour une organisation humanitaire. Il a ensuite effectué quatorze mois de recherche sur le terrain en 2006, 2008 et 2009. Au cours de cette période, il a pu recueillir un large volume de données, dont dix mille pages de matériel sous forme de documents, d'actes gouvernementaux, de documents présidentiels, de livres rares, de brochures, de copies d'accords de concession, soixante-quatorze fichiers sonores et des transcriptions de dépositions de la Commission Vérité et Réconciliation du Libéria, qui ne sont pas accessibles au public. Les recherches comprennent également plus de cent cinquante interviews avec des politiciens libériens tels que des anciens chefs d'état, des conseillers militaires et des commandants, des conseillers en sécurité et des dirigeants politiques de la plupart des factions en guerre ainsi que des chefs d'état en exercice, ministres, vice-ministres, commissaires, dirigeants des groupes associatifs, expatriés à des postes clés, chefs religieux et érudits libériens.

en eau profonde, un aéroport et plusieurs bases militaires et camps d'entraînement. Dans les années 1970, le Libéria accueillait la plus grande ambassade des États-Unis en Afrique avec plus de deux-cent cinquante employés américains ; le système de relais de la *Voice of America* en Afrique ; la station relais pour les communications diplomatiques et le renseignement des États-Unis ; et l'une des huit antennes pour les systèmes de navigation OMEGA, remplacée ultérieurement par le système de positionnement global (*Global Positioning System*, GPS)⁶.

L'élite libérienne, souvent désignée par le terme d'Américano-libériens, a agi avec un mélange de complaisance et de résistance face à l'influence des États-Unis. L'époque la plus importante en matière de complaisance et d'alliance avec le gouvernement américain fut celle de l'administration de William Tubman, entre 1944 et 1971. Du fait de la politique de la porte ouverte, cette période est souvent évoquée comme une époque de croissance économique et de prospérité⁷. Cette politique a toutefois créé de larges écarts de revenus entre les riches et les pauvres, et des mesures répressives ont été mises en œuvre pour contrer toute opposition au gouvernement du Libéria (GdL) à travers un réseau de renseignement exhaustif en liaison avec la *Central Intelligence Agency* (CIA)⁸.

À la mort du président Tubman en 1971, son successeur, William Tolbert, reprend la résistance à l'influence américaine au Libéria. Sous sa direction, le GdL a commencé à réorienter le système économique du capitalisme libéral vers le système économique d'un état planifié, axé sur l'autosuffisance alimentaire et l'industrialisation. Afin de gagner un soutien à sa politique, Tolbert a établi des relations avec les pays socialistes tels que l'URSS et la République populaire de Chine. Plus de trente entreprises publiques furent créées et le GdL a commencé à imposer des restrictions sur l'utilisation des installations militaires américaines au Libéria⁹. Les contrats de concession avec des sociétés étrangères furent renégociés, créant de graves tensions, en particulier avec *Firestone*¹⁰.

En outre, le GdL a préconisé l'unité panafricaine contre le néocolonialisme et a fait la promotion de la Déclaration sur l'établissement d'un nouvel ordre économique international, adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies en 1974¹¹. Tolbert a été directement impliqué dans la rédaction de la Déclaration de Monrovia, adoptée lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), tenu au Libéria en 1979¹². Cette déclaration a abouti au Plan d'action de Lagos, influençant le développement économique de l'Afrique 1980-2000, qui stipule que l'exploitation de l'Afrique a continué à être « menée par des forces extérieures néocolonialistes cherchant à influencer les politiques et les directions économiques des états africains¹³ ». Ce document est en contraste frappant avec le Rapport Berg de la Banque mondiale publié en 1981, qui marque en partie le début des Programmes d'Ajustement Structurel en Afrique¹⁴.

La CIA a réagi aux politiques de Tolbert en soutenant des groupes de la société civile libérienne opposés au GdL, plus particulièrement l'Alliance progressiste des Libériens (APL) dirigée par Backus Matthews, proche de la CIA¹⁵. L'APL a souvent

utilisé une rhétorique marxiste pour dénoncer le GdL¹⁶. L'évènement le plus significatif a eu lieu après l'accélération du plan national pour l'autosuffisance alimentaire en stimulant la production locale de riz au moyen d'une taxe à l'importation accrue sur le riz de production étrangère¹⁷. L'APL a affirmé que c'était un moyen d'augmenter le profit des importateurs de riz et de promouvoir la production de riz privée de Tolbert. Elle a organisé, le 14 avril 1979, une grande manifestation à Monrovia tournant à la violence et aboutissant à l'ouverture de feu par les forces de sécurité sur les manifestants¹⁸. L'incident fut connu sous le nom de l'« émeute du riz » et le GdL accusa l'influence des puissances étrangères¹⁹.

Selon un mémo confidentiel de la Maison Blanche, rendu public près de six mois plus tard, l'émeute de Monrovia avait sérieusement affaibli le GdL et il était improbable que Tolbert « survive jusqu'à la fin de son mandat en 1983²⁰ ». Le 12 avril 1980, peu avant minuit, un groupe de dix-sept sous-officiers des Forces armées du Libéria est entré dans le palais présidentiel et a tiré sur le président Tolbert²¹. L'un des soldats, Albert Toe, se rappelle qu'après avoir tué Tolbert, les putschistes ont contacté l'ambassade des États-Unis qui a approuvé leur action et a promis de leur accorder tout le soutien nécessaire²². Ce matin, le leader de l'action, Samuel Doe, a annoncé à la radio nationale qu'un coup d'état militaire venait d'avoir lieu et qu'une junte militaire portant le nom de Conseil de la rédemption du peuple (CRP) a pris le pouvoir sous sa direction²³.

Doe et le gouvernement des États-Unis : d'amis à ennemis

L'ambassade des États-Unis a contribué à la formation du CRP, comme junte militaire, immédiatement après le coup d'état. Toutes les communications civiles avaient été interrompues et des conseillers américains ont été déployés à Monrovia dans les principaux ministères libériens²⁴. Le chargé d'affaires américain, Julius Walker, affirme que des soldats américains ont été déployés à Monrovia et « libéré les rues des pilliers et des tireurs ». Doe « n'avait pas vraiment prévu de se trouver là où il était ». Il craignait que « les forces venaient de partout pour l'attaquer et il voulait que les Américains lui envoient un appui solide²⁵ ».

Le Conseil de rédemption du peuple (CRP) a établi un Tribunal militaire spécial ; treize représentants clés de l'administration Tolbert furent accusés de haute trahison, de corruption et d'abus de la fonction publique et condamnés à mort²⁶. Leur exécution par un peloton sur la plage a été diffusée par les médias internationaux²⁷. L'ambassadeur américain Robert P. Smith relève que tout le monde savait « que seuls Frank Tolbert [sénateur et frère de l'ancien président Tolbert], Richard Henries [président déchu de la Chambre des représentants], James Pierre [juge en chef déchu de la Cour suprême] et Reginald Townsend [président déchu du *True Whig Party*] devaient être exécutés ». Le CRP « a ajouté les neuf » autres personnes et « a détruit par la suite les documents du tribunal²⁸ ».

Selon Smith, les Soviétiques étaient « très intéressés par tout cela, mais ils étaient totalement déconcertés par le coup d'état ». Doe, cependant, « savait peu et se souciait moins du communisme et de l'Union soviétique²⁹ ». Walker note que Doe était « extrêmement pro-américain... en raison de la formation qu'il avait auparavant reçue [de] l'*US Army* et des gens qu'il avait connus, tels que le colonel Gosney et ses officiers³⁰ ». Smith se souvient que Doe « adorait le colonel Gosney et... en parlait toujours à la troisième personne l'appelant "le Chef" ». Selon Smith, la présence de la « mission militaire américaine qui se trouvait au Libéria depuis des décennies » a sauvé les États-Unis au Libéria. Il note qu'« on ne peut pas suffisamment accentuer à quel point il était utile d'avoir ce petit groupe d'officiers de l'*US Army*, composé d'un groupe de lieutenants colonels et de commandants » qui entretenaient des liens étroits avec leurs homologues libériens. Doe a rapidement fait passer le message que « quoi que dise le chef [Gosney], il faut l'exécuté³¹ ».

En outre, le gouvernement américain a dépêché au Libéria trois équipes de formation mobiles de l'*US Army* pour former le nouveau 1er bataillon d'Infanterie, l'état-major de l'armée de Terre et la compagnie *Ranger*³². Pour le premier anniversaire du CRP, Walker a organisé l'arrivée d'un nouveau bâtiment de la Marine et a « fait venir les Bérêts verts de Fort Bragg » qui ont été parachutés sur Monrovia, un acte qui « a fait une très forte impression³³ ».

L'ambassadeur américain au Libéria (1987 - 1990), James Keought Bishop, note qu'après le coup d'état, le gouvernement américain a retrouvé l'accès au port maritime et à l'aéroport, lui permettant d'« envoyer du fret vers d'autres régions d'Afrique sans que des questions soient posées³⁴ ». L'aide américaine au Libéria a considérablement augmenté, passant de moins de vingt millions de dollars américains en 1979 à plus de cent vingt millions en 1982. Fin 1985, le CRP avait reçu des États-Unis près de cinq cent millions de dollars en aide étrangère, ce qui est plus que l'aide accordée à d'autres pays sub-Sahariens³⁵.

Herman Cohen, qui a servi comme secrétaire adjoint d'État aux affaires africaines entre 1989 et 1993, affirme que l'aide ne visait pas à bénéficier la population libérienne mais à protéger les intérêts des États-Unis parce que

« la Guerre froide nous [les États-Unis] a amené à soutenir [Doe], parce que nous avons un traitement réciproque. Nous soutenions certains gouvernements qui, très clairement, n'allaient pas employer l'aide à des fins de développement mais pour d'autres raisons, et nous soutenions des individus comme Mobutu au Zaïre et quelques autres³⁶.

En 1986, par exemple, les États-Unis « envoyaient de l'équipement militaire aux rebelles anticommunistes de l'UNITA en Angola, en se servant de l'aéroport Robertsfeld au Libéria et de l'aéroport de Kinshasa au Zaïre... ce seul projet justifiait les bonnes relations avec les régimes de Doe et de Mobutu³⁷ ».

Toe, qui est devenu un élément central de l'administration Doe, note que selon le plan, le CRP devait diriger le pays jusqu'en 1985, ce qui donnerait le temps de passer la plupart des politiques de l'administration Tolbert, telles que mettre un terme

aux relations avec l'URSS et la Libye, la fermeture des entreprises publiques, l'élaboration d'une nouvelle constitution pour la Deuxième République et la planification des élections de 1985. Après les élections, les membres de la junte militaire, y compris Doe, devaient remettre le pouvoir à un gouvernement civil et retourner à leurs casernes. Cependant, Doe s'est présenté aux élections de 1985 et les a emportées, ce qui n'était pas prévu dans le programme³⁸.

Le gouvernement américain a reconnu les élections, et dans une déclaration devant la sous-commission des Affaires africaines de la commission des Affaires étrangères du Sénat, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, Chester A. Crocker, a confirmé le fait que le gouvernement américain avait été « actif à chaque étape du processus, encourageant les autorités libériennes à respecter leur engagement de créer... une Deuxième République du Libéria³⁹ ». Toutefois, la relation entre Doe et le gouvernement américain s'est progressivement détériorée dans la seconde moitié des années 1980. Emmanuel Bowier, ancien ministre de l'Information sous l'administration Doe, se rappelle que ce dernier avait progressivement cessé d'être un « garçon de la campagne » et une « marionnette des États-Unis », à un résistant contre la domination américaine⁴⁰.

Les tensions entre Doe et le gouvernement américain sont devenues évidentes au début de l'année 1987. Environ deux ans avant la nomination de Cohen comme secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, il entreprit un voyage au Libéria avec le secrétaire d'État américain, George Shultz ; Crocker ; Peter McPherson, administrateur de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) ; et le sous-secrétaire adjoint à la Défense, James L. Woods. Au cours de ce voyage, Cohen fut informé que les relations entre le gouvernement du Libéria et celui des États-Unis sont devenues compliquées. Le gouvernement américain avait de grandes inquiétudes quant à la capacité du gouvernement à rembourser la dette du Libéria. McPherson avait proposé l'« affectation d'une équipe d'experts financiers, retraités, pour travailler avec les Libériens durant une période de deux ans afin de mettre de l'ordre dans leurs échéanciers et leurs procédures ». D'après Cohen, Doe « n'avait aucune idée des réalités de Washington⁴¹ ».

Près de trois mois plus tard, le nouvel ambassadeur des États-Unis au Libéria, Bishop, arrivait à Monrovia avec pour consigne d'accorder une attention particulière à la gestion des relations avec le gouvernement du Libéria afin que le gouvernement américain « puisse continuer à avoir accès aux... installations stratégiques ». En outre, il voulait protéger les intérêts commerciaux des États-Unis, tels que *Firestone*, les banques américaines et le registre maritime libérien et poursuivre la stratégie initiale consistant à « civiliser » Doe en « lui fournissant une aide financière qui permette à son gouvernement de s'organiser et de se gérer d'une manière autonome, tout en formant Doe en matière de gouvernance politique, essentiellement à travers un tutoriel ambassadorial ». Il était toutefois impératif que Bishop s'assure que le gouvernement américain n'allait pas devenir « l'anathème pour un nouveau gouvernement en étant perçu comme trop étroitement lié au régime de Doe⁴² ».

Shultz et McPherson ont persuadé Doe à accepter une équipe de dix-sept experts financiers américains déployés aux points de contrôle du système financier du gouvernement du Libéria, tels que le ministère des Finances, les douanes et le Bureau du budget. Entre autres responsabilités « ils seraient tenus de cosigner tous les documents gouvernementaux relatifs aux dépenses fiscales⁴³ ». Cependant, de nombreux membres de l'administration Doe ont vu le déploiement de ces conseillers comme une forme flagrante de néocolonialisme⁴⁴. Certains experts ont été menacés et l'ambassade des États-Unis était préoccupée pour leur sécurité⁴⁵. Alors que les tensions entre les conseillers et le gouvernement libérien s'aggravaient, Cohen a visité de nouveau Monrovia en septembre 1987, à la demande de l'ambassadeur Bishop, pour informer Doe sur l'importance de coopérer avec l'équipe de gestion financière⁴⁶. Néanmoins, les tensions s'intensifient ; Doe déclara l'expertise américaine *persona non grata* au Libéria⁴⁷. Selon Bishop, les experts financiers ont été retirés, en précisant « pour le grand public », que le programme a été « résilié d'un commun accord » en 1988⁴⁸.

Vers la même époque, le gouvernement du Libéria avait rétabli ses relations avec l'URSS et la Libye, mais ces obligations n'étaient pas étroites parce que Doe était très hostile aux deux pays au cours de la première moitié des années 1980⁴⁹. Alors que le gouvernement du Libéria était confronté à des contraintes financières, un représentant de la République de Chine (RdC/Taiwan) a contacté Doe pour lui proposer une aide financière en échange de la reconnaissance de la RdC. Plusieurs représentants du gouvernement libérien virent dans le geste de Taiwan un effort coordonné des États-Unis visant à isoler le Libéria au sein du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) où la République populaire de Chine détenait un droit de veto, et a conseillé Doe de ne pas reconnaître Taiwan. Toutefois, Doe accepta l'offre de la RdC, ce qui a forcé la République populaire de Chine à rompre les relations diplomatiques avec le Libéria⁵⁰.

Lorsque George H. W. Bush est arrivé au pouvoir en janvier 1989, le Libéria était un sujet de préoccupation. L'objet de la première réunion du Comité inter-agences de coordination des politiques pour l'Afrique, tenu le 19 mai 1989, avec Cohen comme le nouveau secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines. La réunion du Comité a été absorbée tout particulièrement par la menace de Doe à compromettre l'accès des États-Unis à ses installations stratégiques au Libéria, notamment à l'aéroport international de Roberts qu'ils « utilisaient à raison de douze vols par mois pour des activités sur l'ensemble du continent africain ». Il a été conclu que « toutes les installations étaient importantes et pratiquement irremplaçables ». Les États-Unis ont donc accueilli l'« arrivée des insurgés anti-Doe au Comté de Nimba le 24 décembre 1989 presque comme un soulagement⁵¹ ». Ce groupe d'insurgés était le Front national patriotique du Libéria (*National Patriotic Front of Liberia*, NPFL) dirigé par Charles Taylor⁵².

Le renversement de l'administration Doe

Taylor avait été nommé directeur de l'Agence des services généraux par le Conseil pour la rédemption du peuple, mais il s'est enfui aux États-Unis en 1983 après avoir été accusé du détournement de neuf cent mille dollars⁵³. Il a été arrêté à la demande du gouvernement du Libéria, mais il s'est échappé de *Plymouth County Correctional Facility*, dans le Massachusetts, en novembre 1985. Au cours de la nuit, selon Taylor, un gardien de la prison l'a escorté vers une zone à sécurité minimale d'où il s'est évadé par une fenêtre. Il a été conduit à New York dans ce qu'il présume être un véhicule du gouvernement américain⁵⁴.

Taylor est ensuite arrivé au Ghana où, selon l'ancien général des Forces armées de ce pays, Arnold Kwenu, il a été arrêté car les autorités ghanéennes le suspectant d'être à la solde de la CIA⁵⁵. Il existait, à cette époque, des tensions entre le président Rawlings du Ghana et l'administration américaine, en partie dues aux discours de Rawlings sur le néocolonialisme occidental en Afrique. Après des pourparlers diplomatiques avec le gouvernement du Burkina Faso, dirigé par Thomas Sankara, Taylor a été libéré et conduit en Côte d'Ivoire où il rejoignit le relativement jeune Front national patriotique du Libéria (NPFL)⁵⁶. D'après Prince Johnson, membre influent du NPFL, et plus tard le futur chef du NPFL Indépendant (INPFL), Taylor est rapidement monté dans la hiérarchie du NPFL et a été présenté au vice-président du Burkina Faso, Blaise Compaoré et, par son biais, au président Sankara⁵⁷.

Sankara a présenté Taylor au colonel Mouammar Kadhafi, c'est ainsi que la Libye est devenu le principal centre de coordination du NPFL. Les recrues du NPFL étaient formées sur la base aérienne de Wheelus, une ancienne base militaire américaine en Libye⁵⁸. D'après Cyril Allen, qui est devenu l'un des politiciens les plus influents de l'administration Taylor entre 1997-2003 et Daniel Chea qui a servi comme ministre de la Défense nationale du Libéria de 1997 à 2006, le NPFL était en contact avec toutes les parties désireuses de destituer Doe de ses fonctions. Il a sollicité l'appui de nombreuses sources, y compris les hommes d'affaires et les gouvernements tels que ceux de la France, de la Grande-Bretagne, mais en particulier, celui des États-Unis.

L'insurrection du NPFL, en étroite communication avec les conseillers de l'administration américaine, eut lieu en décembre 1989. Toutefois, une rupture s'est produite au sein du NPFL conduisant à la création du NPFL Indépendant (INPFL) sous la direction de Johnson⁵⁹. Il soutient que la rupture était due au fait que Taylor se méfiait de nombre des membres NPFL et avait commencé à créer des divisions secrètes au sein de l'organisation. L'INPFL s'est rapidement développé réunissant plus de cinq cent soldats qui avançaient vers Monrovia, capturant des sites et des villes stratégiques⁶⁰.

John Richardson, considéré comme le bras droit de Taylor, ayant servi plus tard comme conseiller à la sécurité nationale dans le gouvernement libérien, affirme que les leaders du NPFL pensaient que l'INPFL de Johnson ne pouvait pas être si bien équipé militairement et avancer si rapidement qu'en étant appuyé par les États-Unis⁶¹.

Jusqu'en 2006, Johnson a nié le fait que l'NPFL était soutenu par le gouvernement américain, mais dans de conversations privées avec des membres clés du NPFL dissout, il a progressivement fait savoir qu'il a reçu un soutien important de Washington⁶². Selon le journal libérien *The Informer*, Johnson a déclaré publiquement pour la première fois en 2009 que l'NPFL avait reçu près de dix millions de dollars américains de plusieurs états puissants, dont les États-Unis, pour financer la guerre⁶³.

En juin 1990, l'INPFL de Johnson, bien équipé, contrôlait une grande partie de Monrovia dont le port franc de la ville et le quartier de l'ambassade américaine. Le NPFL de Taylor a également progressé et contrôlait l'autre partie de la capitale. Entre les deux forces se trouvaient celles de Doe, qui contrôlaient une zone relativement restreinte autour du palais présidentiel dans le centre de Monrovia⁶⁴.

La scission entre le NPFL et l'INPFL semble refléter les désaccords internes au sein de l'administration américaine. Cohen note que « le départ de Doe et l'arrivée au pouvoir de Taylor étaient au cœur de la politique... [des États-Unis]⁶⁵ ». Taylor se rappelle que « la coopération était totale entre moi-même [le NPFL] et Washington que nous consultions avant chaque geste⁶⁶ ».

Pour Cohen (2000), le département d'État américain avait proposé à Doe de « démissionner en faveur du vice-président Harry Moniba, qui nomme Charles Taylor comme nouveau vice-président, et ensuite démissionner à son tour. Taylor deviendrait président du Libéria mais devrait organiser des élections en octobre 1991 en vertu de la Constitution⁶⁷ ».

Il était convenu avec le département d'État que le président du Togo accorderait l'asile au président Doe. Les États-Unis « avaient à Freetown un avion prêt à le récupérer ». Cohen était censé aller à Monrovia et annoncer à Doe : « Ok, le moment est venu. Rassemblez votre famille et l'ensemble de votre entourage et montez dans l'avion ; allons-y⁶⁸ ». Le plan a changé, cependant, parce que le département de la Défense des États-Unis avait invalidé la décision du département d'État. D'après Cohen, Robert Gates, conseiller adjoint à la sécurité nationale, a ordonné le déploiement de la *Marine Amphibious Readiness Group* des États-Unis. Ce groupe est arrivé au large de Monrovia dans la nuit du 3 au 4 juin 1990, prêt pour un déploiement dans une zone de guerre⁶⁹.

Bishop affirme que « l'administration Bush nous a fait faire marche arrière en expliquant qu'ils ne voulaient pas que nous [interventions]... car ils ne voulaient accepter aucune part de responsabilité morale si Charles Taylor devait devenir le prochain chef d'État du Libéria » ; pour Bishop, cela fut une erreur. Sa mission au Libéria était terminée et il fut nommé ambassadeur des États-Unis en Somalie⁷⁰.

Étant donné que le gouvernement libérien a été soumis à une pression militaire massive par le NPFL et l'INPFL, l'administration américaine a joué un rôle central dans la direction de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) afin de constituer un gouvernement intérimaire d'unité nationale pour le Libéria (GIUN) en Sierra Leone, dirigé par Amos Sawyer. De plus, une force d'intervention régionale, connue sous le nom de Groupe de contrôle de la Commu-

nauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG), fut constituée afin de soutenir l'installation du gouvernement intérimaire⁷¹.

Cohen pense que le département d'État américain a vu l'ECOMOG comme « le seul espoir de mettre un terme au glissement du Libéria vers l'anarchie ». Le plan de l'ECOMOG était « bien conçu et a eu le mérite d'associer les Africains à la résolution d'un problème africain⁷² ». Le commandant de la force ECOMOG, Arnold Kwenu, se rappelle qu'à huis clos, le gouvernement américain a assuré de son soutien total à ECOMOG, tout en soulignant que cela devait apparaître comme une initiative africaine et que Washington préférait financer l'ECOMOG indirectement⁷³. Cohen note que l'*US Policy Coordinating Committee for Africa* s'inquiétait qu'une contribution importante des États-Unis faite à une force militaire ouest-africaine pourrait conduire à « des demandes ultérieures de soutien militaire direct ». Par conséquent, les États-Unis ont initialement contribué avec un montant « symbolique de trois million trois cent mille dollars » pour témoigner de leur « solidarité avec une importante initiative africaine ». Le département d'État des États-Unis « a accueilli joyeusement l'initiative de la CEDEAO », mais l'administration américaine avait « cédé la place », tout en maintenant un contingent « MARG [*Marine Amphibious Readiness Group*]... stationné au large, au cas où⁷⁴ ».

Le gouvernement américain travaillait « dans les coulisses » avec de fréquentes visites de la part de hauts représentants américains à la région et en fournissant un soutien économique et militaire aux pays qui ont soutenu l'ECOMOG⁷⁵. Kwenu note que le soutien indirect de l'ECOMOG est devenu populaire parmi de nombreux dirigeants ouest-africains parce que l'organisation est apparue comme une initiative africaine plutôt qu'une ingérence néocoloniale⁷⁶. Il est devenu « socialement prestigieux » de servir sous l'ECOMOG et de « combattre pour la mère Afrique⁷⁷ ».

En revanche, Prince Johnson soutient qu'il était « clair comme de l'eau de roche que l'ECOMOG était *made in America*⁷⁸ ». L'ECOMOG avait conclu un accord avec Johnson que le NPFL doit sécuriser la zone de Freeport à Monrovia afin d'assurer une tête de pont pour l'ECOMOG⁷⁹. Le gouvernement du Libéria a vu également la force d'intervention de l'ECOMOG comme une force américaine par procuration qui garantirait l'installation et la protection du gouvernement intérimaire⁸⁰. Le NPFL perçu l'ECOMOG de la même manière, s'attendant à ce qu'il devienne le principal ennemi, et donc tenté d'arrêter le déploiement de la force⁸¹.

Avec le soutien des forces de Johnson, l'ECOMOG a atterri dans le port franc de Monrovia le 24 août 1990 sous le commandement du général Kwenu. Le 9 septembre, Doe se rendit dans la partie du port franc contrôlée par l'ECOMOG avec un convoi de soldats et d'équipements. Selon Kwenu, la visite de Doe était inattendue. Doe s'est plaint à Kwenu qu'il n'avait pas officiellement rendu visite au président après le déploiement de l'ECOMOG, et a expliqué que ce qui se passait au Libéria était à bien des égards similaires aux événements qui s'étaient produits au Ghana en 1966 lorsque la CIA avait renversé le président Kwame Nkrumah⁸². Au cours de cette conversation, Johnson est entré dans le port franc avec près de mille cinq cent sol-

dats⁸³. Des combats ont éclaté entre l'INPFL et les gardes du corps de Doe. L'ECOMOG a cherché à se protéger dans les tranchées et est resté passif tandis que les forces de l'INPFL tuaient tous les gardes du corps de Doe⁸⁴.

Johnson a conduit Doe sur la base de l'INPFL où il a été interrogé et torturé. L'interrogatoire a été filmé car Johnson voulait montrer au monde ce qui était arrivé à Doe, comme pour l'exécution de l'administration Tolbert en 1980. L'ambassade américaine avait fourni à toutes les parties combattantes de l'équipement de communication et, au moyen de sa radio VHF, Johnson a appelé le fonctionnaire chargé des questions politiques de l'ambassade américaine, M. Porter, et l'ambassadeur pour demander ce qu'il devait faire du président Doe⁸⁵. Ces derniers n'ont pas répondu, ce que Johnson décrit comme « une indication du fait qu'ils... l'avaient laissé tomber⁸⁶ ».

Doe est mort durant sa détention par l'INPFL, mais Johnson observe que son éviction était une décision prise avec de grands acteurs internationaux⁸⁷. Il déclare également que l'« ECOMOG disposait de l'armement, des hommes et la sophistication nécessaires pour protéger le président contre les attaques de l'INPFL. Si tout cela n'était pas utilisé, alors le monde devrait tenir l'ECOMOG responsable pour ne pas avoir protégé le président ». Le « gouvernement intérimaire ne pourrait pas fonctionner... tandis que le président constitutionnel était en vie et dans le palais présidentiel. Il doit donc être éliminé. Cette décision était collective⁸⁸ ».

La guerre, l'élection de Taylor et le pétrole

À la fin de septembre 1990, le général Kweni a été remplacé par le général de division nigérian Joshua Nimiye Dogonyaro⁸⁹. Ce dernier réunit les Forces armées du Libéria (FAL) avec l'INPFL et l'ECOMOG et lança l'*Operation Liberty* en octobre 1990 contre le NPFL⁹⁰. Comme le NPFL a été repoussé de Monrovia, le GIUN fut amené par voie aérienne par l'ECOMOG et se proclama gouvernement officiel du pays le 22 novembre⁹¹.

Le NPFL a établi un autre gouvernement libérien sous l'appellation de *National Patriotic Reconstruction Assembly Government*, (NPRAG), dirigé par Taylor avec son siège à Gbarnga, à près de trois heures en voiture de Monrovia. Le NPFL a été présenté comme la branche armée du NPRAG. Contrairement à la GIUN qui ne contrôlait que la région de Monrovia, le NPRAG a contrôlé près de quatre-vingt-dix pour cent du Libéria, qui est devenu le Grand Libéria⁹². Taylor a reçu de nouveaux équipements militaires qui ont amélioré sa capacité militaire⁹³. Un nombre d'« états francophones de la CEDEAO, dont le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, soutenaient... Taylor⁹⁴ ». La Libye a renforcé son soutien au NPFL car Kadhafi voyait l'ECOMOG comme un développement dangereux en Afrique⁹⁵.

Cohen remarque que vers la fin des années 1990, la guerre au Libéria était devenue « un combat de substitution entre la Côte d'Ivoire/Burkina [*sic*] et le Nigéria/Ghana ». Le département d'État américain a envoyé l'ambassadeur Donald Petterson en Afrique de l'Ouest avec une lettre à l'intention du président Houphouët-Boigny

pour lui faire comprendre que « son protégé Charles Taylor ne pouvait pas accéder au pouvoir sans la coopération de l'ECOMOG ». Taylor a été informé qu'il était « irréaliste de s'attendre à ce que l'ECOMOG disparaisse et qu'il devrait donc accepter des négociations⁹⁶ ».

Les premiers pourparlers de paix ont commencé à Bamako le 28 novembre 1990, mais ils échouèrent. Le gouvernement américain a encouragé l'implication des cabinets d'avocats basés aux États-Unis, H.P. Goldfield, Leister Hyman, ainsi que l'ancien président américain Jimmy Carter. Hyman a été engagé par Taylor pour représenter le NPRAG et l'*International Negotiation Network* (INN) de Carter joua un rôle clé dans l'établissement de plusieurs conférences pour des négociations de paix⁹⁷.

En mai 1991, l'*United Liberation Movement of Liberia for Democracy* (ULIMO) a été créé avec pour principal objectif de combattre le Front révolutionnaire uni (FRU) au Sierra Leone et le NPFL au Libéria. En 1994, ULIMO s'est divisé en ULIMO-J et ULIMO-K dirigés respectivement par Roosevelt Johnson et Alhaji Kromah. L'équipement militaire et les forces aériennes modernes de l'ECOMOG n'étaient pas adaptés aux combats de brousse qui nécessitaient une force comme l'ULIMO. Ce mouvement est devenu la plus grande armée du Libéria, à côté du NPFL, comptant près de quinze mille soldats, et durant la majeure partie du conflit l'ECOMOG et l'ULIMO ont coopéré étroitement⁹⁸. L'ECOMOG « distribua des armes au GIUN, à l'ULIMO et AFL [Forces armées du Libéria]⁹⁹ ».

Au fur et à mesure que se complexifient les conflits dans la région, plusieurs négociations de paix eurent lieu dans différentes villes de l'Afrique de l'ouest. Le député américain et président de la sous-commission des affaires étrangères sur l'Afrique à la Chambre des représentants, Mervyn Dymally, mis en place une série de réunions connues sous le nom de Pourparlers de Yamoussoukro I, II, III et IV, auxquelles prit part Jimmy Carter¹⁰⁰. Préoccupé par l'instabilité dans la région de l'Afrique de l'Ouest, ces réunions ont abouti à un certain nombre d'accords de paix dont les caractéristiques clés incluent un cessez-le-feu, suivi par le déploiement d'un groupe de suivi et la formation d'un gouvernement intérimaire devant mettre en œuvre un programme de désarmement et de planifier des élections générales nationales (par exemple, l'Accord de Yamoussoukro III)¹⁰¹.

Cohen note que Taylor allait signer les documents définitifs et agir différemment. Sa demande fondamentale était « d'être le président par intérim » et il a insisté que l'ECOMOG quitte le Libéria pour que les négociations puissent avoir lieu sans « interférence extérieure¹⁰² ». Néanmoins, l'Accord d'Abuja d'août 1995 a conduit à des élections générales, remportées par le *National Patriotic Party* (NPP) de Taylor en juillet 1997 avec 75,3 pour cent des voix. L'élection fut supervisée par plus de cinq cent membres d'une équipe d'observation internationale dirigée par Jimmy Carter qui a déclaré l'élection libre et équitable¹⁰³.

En ce qui concerne la victoire du NPP, Cohen écrit que :

le vainqueur n'est autre que Charles Taylor, l'homme que nous voulions installer comme président en 1990... Si nous avions été autorisés à poursuivre le plan adopté durant le

processus inter-agences consistant à persuader Doe de s'exiler, ouvrant ainsi la porte à Taylor de prendre le pouvoir, des années de guerre civile dévastatrice auraient pu être évitées. Et sans le besoin collatéral du maintien de la paix par la CEDEAO, une guerre de substitution francophone-anglophone aurait également pu être évitée... Si Taylor avait eu l'autorisation de prendre le pouvoir en 1990... la destruction du Libéria aurait été évitée, et Taylor aurait peut-être été plus ouvert à une influence extérieure constructive¹⁰⁴.

Plus de dix chefs d'état de la région ouest-africaine et plusieurs personnalités politiques internationales, dont Jimmy Carter, assistèrent au discours inaugural de Taylor en août 1997. Il souligna dans ce discours que « le processus de paix libérien a développé une nouvelle mesure de fraternité dans le contexte ouest-africain » d'où « l'on peut anticiper qu'un agenda africain définitif émergera de ce nouvel esprit de panafricanisme ». Il a en outre déclaré que « le temps est venu pour l'Afrique... de parler d'une seule voix unie » et non, comme dans le passé, « d'être commandée par d'autres ». Pour Taylor, « le bâton a été transmis à une nouvelle espèce de dirigeants ouest-africains... qui n'est plus disposée ou prête à accepter de se voir dicter par des forces extérieures¹⁰⁵ ».

La direction politique générale de l'administration de Taylor était le nationalisme, le capitalisme et une politique de réconciliation à l'égard du gouvernement américain, sur la base d'intérêts commerciaux. Le pouvoir était centralisé autour de quinze à vingt personnes clés, fidèles à Taylor. Bien que de forts désaccords eurent souvent lieu, Taylor avait fréquemment le dernier mot¹⁰⁶.

La première décision importante de Taylor a été de rétablir les relations diplomatiques avec la République de Chine (RdC) ; il a effectué une visite à Taipei sur l'invitation du président Lee Teng-hui¹⁰⁷. L'administration intérimaire de Sawyer avait rétabli les relations avec la République populaire de Chine, en partie comme une tentative de contrebalancer l'influence de Washington¹⁰⁸. Le NPRAG s'est à l'époque « opposé avec véhémence et a rejeté » la reconnaissance de la RPC¹⁰⁹. Au début des années 1990, l'administration américaine avait présenté les représentants taiwanais à Taylor, qui avait rendu visite au NPRAG dans le Grand Libéria où étaient établis les accords oraux de coopération mutuelle¹¹⁰. Taylor se rappelle que Washington était très préoccupé par la politique du Libéria à l'égard de la Chine et avait encouragé des relations avec Taiwan, en reconnaissant que Taiwan allait envoyer un signal de réconciliation au gouvernement des États-Unis¹¹¹.

Cependant, l'administration de Taylor n'a pas réussi à établir de bonnes relations avec le gouvernement américain. D'après Allen et Chea, le problème principal était que les États-Unis ne pouvaient pas accepter que plusieurs membres clés de l'administration Taylor étaient des nationalistes radicaux qui pourraient encourager une tempête révolutionnaire en Afrique de l'Ouest. En outre, Washington s'inquiétait des relations étroites que le Libéria entretenait avec la Libye et la France¹¹².

L'ambassadeur américain au Libéria (1998-1999), Donald Petterson, explique que les installations stratégiques des États-Unis au Libéria ne sont plus un facteur central puisque le système OMEGA avait été fermé et l'infrastructure du pays avait

été détruite, y compris la *Voice of America* et les installations du centre de communication de la CIA. L'administration américaine avait donc « conclu des accords alternatifs dans d'autres régions de l'Afrique¹¹³ ».

Les installations militaires stratégiques américaines étaient une source de préoccupation dans les années 1980, mais il y a beaucoup d'éléments indiquent que les ressources naturelles, et notamment le pétrole, sont devenus un facteur central vers la fin des années 1990. En 2001, le *US National Energy Policy Development Group* a noté que « l'Afrique de l'Ouest devrait être l'une des sources les plus dynamiques du pétrole et du gaz pour le marché américain¹¹⁴ ». L'ancien ministre des ressources foncières, des mines et de l'énergie de l'administration Taylor, Jenkins Dunbar, se rappelle que les fonctionnaires du gouvernement américain et des entreprises privées ont un fort intérêt pour les minerais de fer, les diamants, l'uranium et l'or. Le problème principal était toutefois le pétrole¹¹⁵. Les ressources pétrolières du Libéria ont été officiellement cartographiées au début des années 1980, mais l'exploitation n'avait pas commencé, en partie en raison du coût d'extraction par rapport au prix du marché¹¹⁶.

L'ex-épouse de Taylor, Agnes Reeves-Taylor, nommée présidente de la *Liberia Petroleum Refining Company* à la fin 1997, affirme que les diplomates français lui ont présenté une nouvelle étude sismique indiquant d'importantes perspectives pour l'extraction de pétrole brut léger au Libéria. Les concessions accordées aux entreprises françaises se traduiraient par une augmentation significative de l'aide extérieure bilatérale française au Libéria¹¹⁷. Le Libéria a publié les résultats des données sismiques indiquant « l'existence possible aussi bien sur le littoral qu'en off-shore de perspectives pétrolières lucratives ». Le gouvernement libérien s'est félicité de la perspective d'une « relation forte et de confiance » entre le Libéria et la France et a encouragé la promotion des « entreprises privées françaises dans la revitalisation de... l'économie¹¹⁸ ». En septembre 1998, le président Jacques Chirac a invité Taylor et une délégation du gouvernement à Paris, où des négociations furent conduites à huis clos, et poursuivi à l'occasion d'une autre visite à Paris en novembre 1998. Les principaux thèmes abordés lors de ces réunions étaient les concessions pétrolières et l'entrée des entreprises pétrolières françaises, spécifiquement de *Total*, au Libéria¹¹⁹.

Le 6 avril 2000, le pouvoir législatif libérien a approuvé « un projet de Loi modifiant la Loi exécutive de 1972 pour prévoir la création de la *National Oil Company of Liberia* », avec pour objectif le développement de l'industrie du pétrole et du gaz au Libéria¹²⁰. Alors que le Libéria négociait avec la France, un représentant du gouvernement américain a organisé à Londres, en avril 2001, un déjeuner de travail avec Agnès Taylor et des représentants de deux grandes compagnies pétrolières américaines. Ils lui ont demandé de persuader Charles Taylor de mettre un terme aux négociations avec d'autres compagnies pétrolières étrangères et d'attribuer les concessions aux sociétés américaines en échange d'un soutien des États-Unis au gouvernement libérien sur la scène internationale, y compris un grand pot-de-vin *via* un compte secret en Suisse¹²¹.

Dunbar indique que la société Halliburton, basée aux États-Unis, a fait une proposition au gouvernement libérien sur l'exploration pétrolière offshore en 2001. Cette proposition a été envoyée à un cabinet d'avocats canadien par Frank Musa Dean, l'avocat du *National Oil Company of Liberia*. La firme a rejeté le projet en déclarant que l'accord n'était pas favorable au Libéria¹²². Selon Allen, le Libéria a décliné l'offre américaine ; Othello Brandy, ambassadeur du Libéria au pays du Beneluxe, Dunbar et Taylor, avaient trouvé l'affaire déraisonnable avec un accord de partage de la production à 20/80 en faveur des compagnies d'exploration étrangères¹²³.

L'éviction de l'administration Taylor

Après la prise de fonctions de l'administration Taylor, plusieurs dirigeants clés de l'opposition, parmi lesquels Joe Wylie, Maxwell Khobe, et Roosevelt Johnson, ont commencé à réorganiser l'ULIMO-J au sein d'un nouveau groupe rebelle dénommé *Liberians United for Reconciliation and Democracy* (LURD). Johnson a reçu un important soutien de l'ambassade américaine à Monrovia. Khobe et Wylie avaient été formés militairement aux États-Unis. En outre, Khobe était lié au gouvernement de la Sierra Leone du fait de sa fonction de chef d'état-major des forces armées sierra-léonaises¹²⁴.

Constitué au Sierra Leone mais structuré en Guinée, le LURD a été présidé par Mohammed Jumandy, puis dirigé à compter de la fin 2001 par Sekou Demate Conneh et sa femme, Aisha Conneh, fille adoptive du président guinéen Lansana Conteh¹²⁵. D'après le manifeste du LURD, le premier objectif consistait à stopper « l'influence cancéreuse [de Taylor] sur la stabilité de l'ensemble de la sous-région¹²⁶ ». Le secrétaire général du LURD, Joe Gballah, indique que l'objectif était d'« écarter Taylor du pouvoir... [et] mettre en place une base de pouvoir qui... [serait] dans l'intérêt de l'Amérique ». Les États-Unis « ont fait venir des gens de la CIA... sous le couvert d'étudier la stratégie à utiliser pour renverser Taylor ». Le gouvernement américain, qui avait déjà des « accords militaires avec le gouvernement de la Guinée », a soutenu le LURD « par l'intermédiaire de ce pays ». Le LURD « a accepté de travailler avec la Guinée... comme un moyen de combattre au Libéria [*sic*] ». Les principales décisions politiques étaient prises au niveau des « présidents de la Guinée et des États-Unis ». Gballah était rarement en contact direct avec les Américains. Il a rencontré une seule fois le général de division Thomas Turner¹²⁷.

La première insurrection du LURD a commencé au début 1999, mais les rapports du gouvernement libérien n'ont pas été pris au sérieux par le Conseil de sécurité ou par les médias internationaux¹²⁸. Selon la BBC « les observateurs ont considéré que les revendications étaient fictives » et que le président Taylor avait inventé les attaques « afin que soit levé l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies¹²⁹ ».

Au fur et à mesure que les sanctions des Nations unies affaiblissaient le gouvernement libérien, Taylor réalisait que les relations avec Taiwan ont eu de graves conséquences pour le cas du Libéria au sein du Conseil de sécurité. En 2002, il a demandé que le représentant libérien aux Nations unies à New York, Winston Tubman, entame

des relations avec la République populaire de Chine¹³⁰. Taylor a également chargé Brandy d'organiser le déplacement à Pékin d'une délégation libérienne. Toutefois, Brandy se rappelle que ce processus a été arrêté par Taylor parce que Taiwan lui a offert entre cinq et dix millions de dollars pour maintenir les relations avec ce pays, argent dont le Libéria avait désespérément besoin pour son budget de la défense¹³¹.

Brandy et Tubman conviennent que c'était la plus grave erreur de Taylor et le principal facteur ayant précipité sa chute. La République populaire de Chine était intéressée par des relations avec le Libéria et aurait pu fournir des preuves au Conseil de sécurité que la Guinée et la Sierra Leone soutenaient le LURD, bloquant ainsi le prolongement des sanctions des Nations unies au Libéria¹³². En 2002, le ministre libérien des Affaires étrangères, Monie Captan, souleva la question au sein de l'Assemblée générale des Nations unies affirmant qu'il y avait une « conspiration du silence autour de la guerre qui régnait au Libéria menée par des acteurs non-étatiques armés et bénéficiant de soutien extérieur ». Il a ajouté que « l'embargo sur les armes imposé au Libéria... [était] une violation flagrante du droit inhérent du Libéria, en vertu de l'Article 51 de la Charte, qu'avait le pays de se défendre contre les attaques armées¹³³ ». Ces remarques, cependant, ont eu peu d'effets.

En juillet 2002, l'ambassadeur Bismarck Myrick a été remplacé par John William Blaney. Il a promis de « mettre en œuvre une politique agressive, pratique et pragmatique » au Libéria, en observant que « l'objectif le plus immédiat » serait de « freiner le rôle du Libéria en tant que source d'instabilité régionale¹³⁴ ». En l'espace d'un an, une faction dissidente du LURD créa le *Movement for Democracy in Liberia* (MODEL). Kaibeneh Janneh, ancien conseiller juridique du LURD, note que de nombreux commentateurs ont fait valoir que cette division a été basée sur des fonds ethniques et religieux où la France et la Côte d'Ivoire ont soutenu le MODEL¹³⁵. Toutefois, le gouvernement américain était étroitement impliqué et le MODEL a été créé pour veiller à ce que le LURD et le MODEL auraient ensemble plus de votes et des positions clés dans un futur partage du pouvoir intérimaire au gouvernement libérien, contre le NPP de Taylor¹³⁶. Lors de la création du MODEL, la secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines, Pamela Bridgewater, a déclaré en mars 2003 que « les relations des États-Unis avec le Libéria sont à un carrefour ». Elle a parlé d'une « nécessité de définir une stratégie globale de stabilisation pour le Libéria » et a noté que « les États-Unis n'attendent plus longtemps... nous allons de l'avant ... [et] prendrons des mesures¹³⁷ ».

Alors que la guerre s'intensifiait et la situation humanitaire se dégradait, la CEDEAO a fait plusieurs tentatives pour trouver une solution ; le résultat fut une réunion de négociation pour la paix le quatre juin 2003, au Ghana¹³⁸. Avant la réunion, le Conseil de sécurité avait élargi et étendu les sanctions contre le Libéria¹³⁹. Le LURD et le MODEL ont augmenté leur pression militaire, et l'ambassade des États-Unis a exhorté les ressortissants étrangers à quitter le Libéria. Le représentant français au Libéria, François Prkic, a informé les quelques organisations humanitaires encore au Libéria que la France s'attendait à une sérieuse intensification du conflit et

que la marine française était préparée pour l'évacuation des ressortissants étrangers encore à Monrovia¹⁴⁰.

Alors que les négociations pour la paix étaient sur le point de commencer le 4 juin à Accra, le procureur en chef américain du Tribunal spécial de l'ONU pour la Sierra Leone, David Crane, a rendu publique une mise en accusation contre le président Taylor que le tribunal avait juridiquement approuvée, mais rendu secrète le 7 mars 2003¹⁴¹. L'acte d'accusation contenait dix-sept chefs d'accusation contre Taylor, dont le fait d'être au cœur d'une « entreprise criminelle commune » responsable de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de graves violations du droit international humanitaire sur le territoire de la Sierra Leone¹⁴².

L'acte d'accusation arriva par l'entremise d'Interpol demandant aux autorités ghanéennes d'arrêter le président Taylor¹⁴³. Toutefois, selon Joe Mulbah, ancien ministre libérien de l'information et Sylvester Vaanii Paasewe, attaché de presse de Taylor, les chefs d'état africains ont décidé de discuter la mise en accusation à huis clos avant d'agir. Étaient présents à cette réunion Lansana Conteh de Guinée, Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire, Ahmed Tejan Kabbah de Sierra Leone, John Kufuor du Ghana, Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, Olusegun Obasanjo du Nigéria, Taylor du Libéria, Toumani Touré du Mali et l'ancien président Abdulsalami Abubakar du Nigéria¹⁴⁴. Paasewe note que certains dirigeants africains ont fait remarquer que c'était « un acte d'accusation sans précédent d'un chef d'état africain en exercice » et « ont démythifié le Tribunal en le traitant de projet néocolonial » pour restaurer l'ancienne juridiction impériale en Afrique. Le fait de mettre en accusation un acteur clé au cours de négociations de paix aurait une incidence sur les futurs processus de paix à travers le continent et empêcherait des solutions de paix si les principaux acteurs seraient arrêtés au cours des négociations. Par conséquent, ils ont donc décidé d'ignorer l'acte d'accusation et d'entamer des négociations de paix¹⁴⁵.

Après la réunion, Taylor a annoncé lors de la conférence que « si je suis le problème et peut être un obstacle dans la voie à la paix, je vais me retirer de ce processus en démissionnant pour permettre à la paix de venir dans notre pays¹⁴⁶ ». Par la suite, Taylor a été ramené à Monrovia dans l'avion présidentiel ghanéen. Avec la mise en accusation rendue publique, l'ambassade des États-Unis a encouragé le vice-président Moses Blah à prendre le pouvoir. D'après Taylor, la loyauté des membres clés de l'armée a empêché la prise de pouvoir et Blah fut arrêté le jour même¹⁴⁷. En raison de l'origine ethnique de Blah, qui était un Gio du comté de Nimba, son arrestation a provoqué des troubles parmi les Gios des Forces armées libériennes¹⁴⁸. Blah a été libéré et réinstallé comme vice-président onze jours plus tard¹⁴⁹.

Deux jours après l'acte d'accusation de Taylor, le LURD lança la première des trois grandes offensives militaires sur Monrovia alors que le MODEL avançait vers la ville portuaire stratégique de Buchanan¹⁵⁰. Tandis que les combats gagnaient en intensité, le navire de la marine française est arrivé comme prévu et a évacué la plupart des ressortissants étrangers en hélicoptère à partir du complexe de la Commission européenne¹⁵¹. Dans le même temps, le département de la Défense américain a dé-

ployé environ mille huit cent soldats au large de Monrovia¹⁵². Le gouvernement libérien a réussi à couper les lignes d'approvisionnement du LURD de la Guinée et l'attaque sur Monrovia a été repoussée¹⁵³.

Après le déploiement de l'*US Navy*, l'ambassadeur Blaney a rencontré Taylor et lui a présenté un projet de cessez-le-feu¹⁵⁴. Le 17 juin, l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités fut signé entre le gouvernement du Libéria, le LURD et le MODEL. Les parties s'entendirent sur le déploiement d'une équipe de vérification conjointe dirigée par la CEDEAO pour superviser le cessez-le-feu ; le déploiement d'une force internationale de stabilisation ; le début d'un processus de désarmement, de démobilisation, et de réinsertion ; des réformes du secteur de la sécurité ; et la constitution d'un *National Transitional Government of Liberia* (NTGL), qui ne devait pas inclure le président Taylor, conformément à sa déclaration faite à Accra, le 4 juin. Le NTGL a nommé un président et un vice-président et a alloué douze sièges de l'Assemblée législative au gouvernement libérien, douze au LURD, douze au MODEL, dix-huit aux partis politiques établis, sept à des groupes issus de la société civile et à des groupes d'intérêts spéciaux, et quinze à des comtés¹⁵⁵.

Environ une semaine après la signature de l'accord, le LURD a lancé sa deuxième attaque majeure sur Monrovia¹⁵⁶. Lors d'une conférence de presse organisée le 3 juillet à la Maison Blanche, Bush annonça que « M. Taylor doit partir. Une des conditions de tout progrès au Libéria est le congédiement de Taylor ». Il a ajouté ensuite que le gouvernement américain a travaillé avec le Nigéria et avait « formé cinq bataillons de troupes nigérianes, les préparant à des situations comme celle du Libéria », et que les conseillers militaires américains coopéraient avec la CEDEAO « afin de déterminer d'autres options¹⁵⁷ ».

Le 8 juillet, le Congrès américain adopta une résolution soutenant l'accord de cessez-le-feu signé le 17 juin et appela le gouvernement américain à :

assumer un rôle de leadership au sein de la communauté internationale... pour aider à orienter l'accord de cessez-le-feu et l'accord de paix ultérieur, la transition politique et l'instauration d'une démocratie durable et la bonne gouvernance et les processus de la reconstruction économique¹⁵⁸.

Cela comprenait, entre autres engagements, l'apport d'« experts militaires, du personnel, un soutien logistique, d'équipement et de fonds en fonction des besoins » et un accord sur le fait que les États-Unis « joueraient un rôle de premier plan dans la création et le déploiement d'une force internationale de stabilisation au Libéria¹⁵⁹ ».

Suite à une réunion avec Kofi Annan dans le Bureau ovale, le 14 juillet, Bush a confirmé que le gouvernement américain voulait « permettre à la CEDEAO de s'impliquer et d'aider à créer les conditions nécessaires pour que le cessez-le-feu, que M. Taylor devait partir, que nous allions participer avec des troupes ». Bush a en outre déclaré qu'il avait « dit au secrétaire général que... une présence des Nations unies était nécessaire, et rapidement, au Libéria », sous la forme d'une intervention militaire¹⁶⁰.

Annan téléphona à Taylor, l'informant que le gouvernement américain voulait qu'il parte sous soixante-douze heures afin d'éviter toute action militaire. Taylor a répondu qu'il ne voulait pas quitter le Libéria avant que les Casques bleus n'arrivent sur son territoire¹⁶¹. Moins de trois jours plus tard, le LURD a lancé sa troisième grande et dernière attaque sur Monrovia qui a duré près de deux semaines¹⁶². Le gouvernement américain a déployé « une équipe de dix-huit personnes de *Humanitarian Assistance Survey Team* (HAST) de Stuttgart, en Allemagne, afin d'évaluer la situation humanitaire à Monrovia et l'état des systèmes aéroportuaires, portuaires, routières et les ponts¹⁶³ ».

Le gouvernement américain avait commencé à mobiliser une importante force multinationale des Nations unies pour intervenir au Libéria. Le diplomate américain Jacques Klein a été nommé représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Libéria¹⁶⁴. Le 29 juillet, Kofi Annan a informé le Conseil de sécurité que la CEDEAO était prête à « déployer mille cinq cent soldats au Libéria à la mi-août » en trois phases¹⁶⁵. Le premier déploiement serait une « force d'avant-garde » constituée de deux bataillons du Nigéria et d'un troisième bataillon « constitué de troupes fournies par le Ghana (deux cent cinquante hommes), le Mali (deux cent cinquante hommes) et le Sénégal (deux cent cinquante hommes) ». La tâche prioritaire de la force d'avant-garde était de « stabiliser la situation à Monrovia lors du départ du président Taylor ». Immédiatement après, la deuxième phase du déploiement doit avoir lieu « afin de faciliter l'installation d'un nouveau gouvernement. » La troisième phase serait une « opération de maintien de la paix des Nations unies dans les plus brefs délais possibles ». Concernant le déploiement des soldats, Annan a déclaré que les États-Unis « positionneront des capacités militaires appropriées au large des côtes du Libéria pour soutenir le déploiement des forces de la CEDEAO¹⁶⁶ ».

Le Conseil de sécurité a autorisé la force multinationale le 1er août, en adaptant la résolution 1497, qui autorisait, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies, la création d'une « Force multinationale au Libéria pour appuyer la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu du 17 juin 2003 » et le soutien du « départ du président en exercice et l'installation de son successeur¹⁶⁷ ». Le premier lot de trente soldats nigériens est arrivé à Monrovia le quatre août de la Mission des Nations unies en Sierra Leone ; ce qui a marqué le début de la mise en œuvre de la première phase¹⁶⁸.

Taylor venait d'obtenir l'asile au Nigéria et a présenté, le sept août, sa lettre de démission au l'Assemblée législative du Libéria, cédant son autorité au vice-président Moses Blah le onze août. À l'Assemblée législative, il a déclaré que « la persistance du double standard » a été « appliquée contre le Libéria par la communauté internationale » et qu'un « complot international contre le gouvernement a été orchestré par le soutien à deux grandes incursions des rebelles de la Guinée et de la Côte d'Ivoire avec le soutien d'insurgés armés de Sierra Leone¹⁶⁹ ».

Le jour du départ de Taylor, le 11 août 2003, le président Mbeki est arrivé à l'aéroport international de Roberts, à l'extérieur de Monrovia, avec une équipe de soldats sud-africaine. Parmi les autorités politiques importantes assistant à la cérémo-

nie du départ, se trouvaient le président Kufuor du Ghana ; Joaquim Chissano, président de l'Union Africaine et président du Mozambique ; le ministre nigérian des Affaires étrangères ; et l'ambassadeur des États-Unis, Blaney avec trente Marines¹⁷⁰. Dans son discours d'adieu, Taylor a déclaré que le gouvernement américain, en coopération avec la Grande Bretagne, a empêché le gouvernement libérien de se défendre en imposant des sanctions, et « c'est une guerre américaine. Le LURD est une force de substitution... [les États-Unis] ont provoqué cette guerre... Ils peuvent maintenant rappeler leurs chiens¹⁷¹ ».

Quelques heures après le départ de Taylor, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a déclaré lors d'une conférence de presse à Washington que le gouvernement des États-Unis était satisfait du « transfert constitutionnel du pouvoir de Charles Taylor à l'actuel Président Blah », et que le *Task group Iwo Jima* et l'unité expéditionnaire des Marines allaient accoster afin de coordonner et d'aider à l'ouverture du port franc et de permettre ainsi l'arrivée d'autres forces¹⁷². Par la suite, l'intervention militaire conduite par les États-Unis a vu le déploiement de plus de quinze mille militaires.

Conclusion

Les différentes formes d'intervention du gouvernement américain au Libéria, des années 1970 à 2003, peuvent être utiles pour l'étude d'autres opérations secrètes et manifestes des États-Unis en Afrique. Le rôle du gouvernement américain dans l'élimination de l'administration Tolbert en 1980 était discret et n'a laissé qu'une empreinte très légère. Cependant, les recherches montrent que la plupart des intellectuels et des politiciens libériens perçoivent néanmoins ce coup d'état comme une opération clandestine du gouvernement américain en réponse aux politiques de l'administration Tolbert.

La destitution du président Doe en 1990 peut être considéré comme une opération semi-clandestine du gouvernement américain. Bien que l'organisation et le financement de l'ECOMOG étaient assez discrets afin de les faire paraître comme une « solution africaine à un problème africain », le gouvernement américain a laissé une forte empreinte. Cela devient encore plus évident lorsque l'analyse est liée à l'élimination ultérieure de l'administration Taylor, qui a impliqué une intervention politique et militaire directe des États-Unis.

Malgré la forte empreinte des États-Unis, la plupart des études universitaires occidentales sur le récent conflit libérien ont soit ignoré ou marginalisé le rôle du gouvernement américain. Le Libéria a été utilisé ou considéré comme un cas de l'anarchie et du barbarisme africains, de sorte que la communauté internationale a la responsabilité d'intervenir pour protéger les civils et promouvoir une bonne gouvernance, les droits de l'homme, la démocratie et une économie de libre marché. Cette perspective est peut-être mieux reflétée dans le travail de Stephen Ellis, l'un des auteurs les plus cités au sujet sur le récent conflit libérien. Dans son livre, *The Mask of*

Anarchy, Ellis marginalise le rôle du gouvernement américain et écrit que « Les Libériens ont souvent tendance à surestimer la responsabilité des États-Unis pour tout ce qui se produit dans leur pays », et souligne que les Libériens « se sont livrés à un nombre excessif de théories de la conspiration » des États-Unis¹⁷³.

Le fait de considérer les causes du conflit comme locales ou internes et de marginaliser le rôle des acteurs internationaux est typique du discours académique occidental dominant qui encourage les interventions militaires et les formes de recolonisation, décrites souvent comme des néo-tutelles. Cette pratique est bien reflétée dans les œuvres de James Fearon et David Laitin, qui, entre autres cas, présentent le Libéria comme un exemple où les États-Unis ont assumé la responsabilité de principal agent dans le maintien de la paix et la construction de l'État¹⁷⁴. Pour Ellis, le Libéria est un des candidats les plus évidents à une tutelle car il est « déjà profondément attaché » aux États-Unis, et bien que « les ingérences étrangères intrusives aient des relents de colonialisme et est donc une pilule plus amère pour les nationalistes africains... il n'y a tout simplement pas d'alternative¹⁷⁵ ». De même, Niall Ferguson décrit le Libéria comme un État qui « bénéficierait infiniment d'une administration coloniale américaine¹⁷⁶ ».

En fait, l'intervention des Nations unies, sous commandement américain à partir d'août 2003, est en réalité devenue *de facto* une prise de pouvoir externe de l'État libérien. Les forces militaires étrangères ont assuré un environnement relativement sûr dans lequel des décideurs externes ont commencé à reconstruire les systèmes de l'État libérien sur la base du modèle économique néolibéral. Le secteur de la sécurité est passé sous le contrôle direct du gouvernement américain et des experts étrangers ont été déployés dans plusieurs ministères à des postes stratégiques¹⁷⁷.

La plupart des informateurs libériens qui ont contribué à cette recherche estiment que le conflit avait dégénéré à un point tel que l'intervention militaire des Nations unies était nécessaire pour arrêter la destruction du pays et de ses habitants. Cependant, ils sont très conscients et très critiques à l'égard du rôle joué dans le conflit par le gouvernement américain. Ils sont sceptiques quant au programme néolibéral de reconstruction que de nombreux experts et politiciens libériens perçoivent comme une forme de recolonisation ou de néocolonialisme¹⁷⁸. L'énorme fossé qui existe entre les perspectives occidentales dominantes de l'histoire récente du Libéria et celles des Libériens n'est pas seulement significatif, mais tellement hostile qu'il pourrait conduire à de nouveaux conflits armés.

Un point clé du différend porte sur le système économique. La plupart des informateurs clés libériens interviewés dans cette étude soutiennent que le Libéria a plus de cent ans d'expérience avec le capitalisme libéral, cause de conflits armés répétés. La politique de la porte ouverte a créé un environnement d'affaires optimal pour les sociétés étrangères avec un accès aisé à la main d'œuvre bon marché et aux ressources naturelles telles que le caoutchouc, le minerai de fer, les diamants et ainsi de suite, mais seul un pourcentage réduit de Libériens a bénéficié des investissements étrangers et le développement socio-économique a été faible. Cette situation a créé

des inégalités et des tensions extrêmes entre la petite élite libérienne et la majorité de la population. Des tensions qui ont été utilisées par les puissances étrangères pour déstabiliser le pays. Les politiques de l'administration Tolbert ont commencé à s'attaquer à ces problèmes et sont, à de nombreux égards, semblables aux politiques de développement utilisés par les pays industrialisés prospères, qui porte sur la planification de l'économie par l'état, les subventions, les barrières tarifaires et la protection des industries et des marchés naissants.

D'après la présidente Ellen Johnson Sirleaf, qui a servi comme ministre des Finances sous l'administration Tolbert, le gouvernement libérien n'accepte pas l'approche du libre marché pour le développement qu'encouragent les « principales institutions financières telle que la Banque mondiale ». Un pays « ne devrait pas être tenu, par le concept du libre marché, de restreindre sa propre capacité à... faire avancer ses objectifs de développement ». Elle soutient que les politiques de Tolbert « étaient correctes, mais son approche politique était erronée » et c'est ce qui l'a fait tomber¹⁷⁹.

L'expérience du coup d'état militaire en 1980 montre clairement à quel point il est dangereux de contester le système économique libéral. La plupart des informateurs clés libériens dans le cadre de cette recherche, affirment cependant, qu'ils ne voient pas d'autre alternative que d'essayer de répéter le défi parce que la reconstruction du Libéria selon le modèle économique néolibéral rétablira inévitablement la politique de la porte ouverte et ainsi reproduira les causes profondes du conflit armé qui a dévasté le pays entre 1989 et 2003.

Pour diminuer le risque de futurs conflits au Libéria, les universitaires et les praticiens occidentaux devraient remettre en question de façon plus critique l'imposition de politiques de développement néolibérales et d'inclure dans le débat les perspectives critiques et les notions de néocolonialisme proposées par les chercheurs et les politiciens africains. Ignorer ou marginaliser la critique en général ne la fera pas disparaître, mais conduira plutôt à des interprétations déformées de la réalité sur la base desquelles de mauvaises décisions pourraient être prises, avec le risque d'accroître les tensions entre le Nord et le Sud.

Notes

1. American Colonization Society, *The Second Annual Report of the American Society for Colonizing the Free People of Colour in the United States*, Washington : American Colonization Society, imprimé par Davis and Force, Pennsylvania Avenue, 1818 ; American Colonization Society, *The Fourth Annual Report of the American Society for Colonizing the Free People of Colour in the United States*, Washington : American Colonization Society, imprimé par Davis and Force, Pennsylvania Avenue, 1821 ; et FINLEY, Robert, « Letter from Finley Writing in February 1815: Advises from Cape Palmas by the Liberia Packet », *Maryland Colonization Journal* 4, no. 1, 1847, p. 8.

2. HAHN, Niels, « The Experience of Land Grab in Liberia », in *Handbook of Land and Water Grabs in Africa: Foreign Direct Investment and Food and Water Security*, éd. ALLAN, John Anthony et al., Londres : Routledge, 2013, p. 71.

3. HUBERICH, Charles Henry, *The Political and Legislative History of Liberia*, vol. 2, New York : Central Book Company, 1947, p. 836.

4. BUELL, Raymond Leslie, *Liberia: A Century of Survival, 1847-1947*, Philadelphie : University of Pennsylvania Press, the University Museum, 1947, p. 1.

5. LAWRENCE, James Cooper, *The World's Struggle with Rubber, 1905–1931*, New York : Harper & Brothers, Publishers, 1931, p. 17, pp. 53–55.

6. RAY, Ellen et al., *Dirty Work 2: The CIA in Africa*, Secaucus, New Jersey : Lyle Stuart, 1980, pp. 502-504 ; United States Information Agency, *The Voice of America Doubles Its Power*, Secaucus, New Jersey : United States Information Agency, 1963 ; DUNN, D. Elwood, éd., *Liberia and the United States during the Cold War: Limits of Reciprocity*, New York : Palgrave Macmillan, 2009, p. 195 ; et KARPEH, Carlton Alexwyn (ambassadeur itinérant et conseillère auprès du ministre des Affaires étrangères), interviewé par l'auteur, 28 avril 2009.

7. LIEBENOW, J. Gus, *Liberia: The Evolution of Privilege*, Ithaca, New York : Cornell University Press, 1969 ; et LIEBENOW, « The Military Factor in African Politics: A Twenty-Five-Year Perspective », in *African Independence: The First Twenty-Five Years*, éd. CARTER, Gwendolen M. et O'MEARA, Patrick, Bloomington : Indiana University Press, 1985, pp. 126–159.

8. CLOWER, Robert W. et al., *Growth without Development: An Economic Survey of Liberia*, Evanston, IL : Northwestern University Press, 1966 ; FAHNBULLEH, Boima H. (conseillère de la sécurité nationale de Libéria, co-fondateur du mouvement pour la Justice en Afrique, et ministre des Affaires étrangères, décembre 1981 – 4 juillet 1984), interviewé par l'auteur, 5 mai 2009.

9. TARR, Baron (assistant spécial au ministre des Finance Steve Tolbert, 1972 ; ministre adjointe des Revenues, mai 1972 à la fin du 1974 ; responsable pour les entreprises de l'état comme controlleur general des entreprises publiques en 1977 ; ministre de la Planification, 1981–1982 ; ministre des Finance, 1991–1992), interviewé par l'auteur, 23 avril 2009.

10. VAN DER KRAAIJ, F. P. M., *The Open Door Policy: An Economic History of Modern Liberia*, Bremen : Üebersee Museum, 1983 ; et MASSAQUOI, Roland, (ministre de l'Agriculture dans le NPRAG, 1993-1997; ministre de l'Agriculture du GoL, 1997–2002 ; candidat presidential pour le NPP en 2005), interviewé par l'auteur, 14 mai 2009.

11. Président TOLBERT, William, « President Tolbert's Speech at Nkrumah Symposium, May 13, 1972 », Papiers, documents, journal intime et registre d'activités présidentiels du chef pendant la première année administrative du président William R. Tolbert Jr., 23 juillet 1971–31 juillet 1972, éd. Executive Mansion, Monrovia, p. 511.

12. TARR, interview.

13. Organization of African Unity, *Monrovia Declaration of Commitment of the Heads of State and Government, of the Organization of African Unity on Guidelines and Measures for National and Collective Self-Reliance in Social and Economic Development for the Establishment of a New International Economic Order*, in *AHG/ST. 3 (XVI)*, rev. 1, éd. Organization of African Unity, Monrovia : African Union, 1979, p. 5, point 6.

14. ARRIGHI, Giovanni, « The African Crisis », *New Left Review* 15, mai/juin 2002, pp. 5–36 ; et World Bank, *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action*, Washington, DC : International Bank for Reconstruction and Development / World Bank, 1981.

15. JOHNSON, Wesley M., (co-président, INTG, 2003–6 ; co-président, People's Progressive Party [PPP], 1978–90, et ensuite président ; au moment de l'interview, ambassadeur du Libéria au Royaume-Uni), interviewé par l'auteur, 6 décembre 2010.

16. Progressive Alliance of Liberia, « Revolutionary Action Program of the Progressive Alliance of Liberia (PAL), 1978: The Revolution », in *Voices of Protest: Liberia on the Edge, 1974–1980*, éd. FAHNBULLEH, H. B., Boca Raton, Floride : Universal Publishers, 2004, pp. 95–96.

17. TARR, interview ; et ministre de l'Information, Affaires culturelles, et Tourisme, *Liberia, 1971–1978: Years of Total Involvement and Fulfilment*, Londres : Ministry of Information, Cultural Affairs, and Tourism, 1978, p. 24.

18. DAHN, Marcus (membre fondateur du PAL et ensuite secrétaire general du PAL; ministre adjoint de l'Éducation, 2003–2005), interviewé par l'auteur, 6 janvier 2009 ; et JOHNSON, Wesley M., interview.

19. Joseph Saye Guannu, Professeur associé de sciences politiques à Cuttington University College à Suakoko. Nommé ministre adjoint des Affaires étrangères pour le service extérieur à la MoFA en 1977. Ambassadeur du Libéria aux États-Unis entre 1981–1983. Ministre d'État pour les affaires présidentielles dans le gouvernement intérimaire d'unité nationale de 1990 à 1994. Interview réalisée et enregistrée par l'auteur, 1 janvier 2009 ; et Président TOLBERT, William, « Dr. William R. Tolbert's Address to the Nation Following the Rice Riots, April 14, 1979 », Monrovia, 5 mai 1979, in *It Is Time for Change: Speeches of William R. Tolbert, Jr.*, éd. NORMAN, C. T., Abidjan : Victory Publishing International, 2002, p. 263.

20. Gouvernement des États-Unis, « White House Memo, from the Situation Room, 9/29/79: Looking beyond President Tolbert », in Dunn, *Limits of Reciprocity*, p. 103.

21. TOLBERT, Victoria Anna David, *Lifted Up: The Victoria Tolbert Story*, Minneapolis : Macalester Park Publishing Company, 1996, pp. 138–139.

22. Toe affirme qu'en vertu d'un accord juridique il doit conserver des informations importantes sur le rôle du gouvernement américain dans le coup d'État.

23. TOE, Albert (Ancien membre du Conseil de la rédemption du peuple ; au moment de l'interview, représentant du Comté de River Gee à la Chambre des représentants ; co-président du Comité national pour la défense ; et membre du Conseil national de sécurité), interviewé par l'auteur, 28 janvier 2009.

24. *Id.*

25. WALKER, Julius W. (Chargé d'affaires de la Mission diplomatique des États-Unis au Libéria, 1980, en l'absence de l'ambassadeur Smith), interviewé par Charles Stuart Kennedy, 2 avril 1992, in *American Memory: The Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, p. 82, p. 80, Library of Congress, consulté le 9 juin 2014, <http://lcweb2.loc.gov/service/mss/mfdip/2004/2004wal02/2004wal02.pdf>.

26. GIVENS, Willie A., *Liberia: The Road to Democracy under the Leadership of Samuel Kanyon Doe; The Policies and Public Statements of Dr. Samuel Kanyon Doe*, comp. et éd. GIVENS, Willie A., Bourne End, Bucks, Angleterre : Kensal Press, 1986, p. 20.

27. TOKPA, Alaric (Maître de conférences en sciences politiques à l'Université du Liberia ; Ancien chef de l'Union nationale des étudiants du Libéria, membre actif du Mouvement pour la justice en Afrique (MOJA), co-fondateur du parti politique New Deal Movement), interviewé par l'auteur, 26 janvier 2009.

28. SMITH, Robert P., « Confidential Doc. No. 1980 Signed by Ambassador Smith, Embassy to State Department, Oct. 1980 », Télégramme déclassifié du département d'État, in Dunn, *Limits of Reciprocity*, p. 143.

29. SMITH, Robert P. (Ambassadeur américain au Libéria du 6 janvier 1979 au 15 janvier 1981), in *American Memory, Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, Library of Congress, 1989, p. 39, <http://lcweb2.loc.gov/service/mss/mfdip/2004/2004smi09/2004smi09.pdf>.

30. WALKER, interview, *American Memory*, p. 88.

31. SMITH, *American Memory*, p. 39.

32. MCCOY, W. H., éd., *A RAND Note: Senegal and Liberia; Case Studies in U.S. IMET Training; Its Role in Internal Defense and Development*, Santa Monica, Californie : RAND, 1994, p. 13.

33. WALKER, interview, *American Memory*, p. 96.

34. BISHOP, James Keough (Ambassadeur américain au Libéria, mai 1987 – mars 1990), interviewé par Charles S. Kennedy, 5 novembre 1995, in *American Memory, Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, Library of Congress, 1995, p. 68, <http://lcweb2.loc.gov/service/mss/mfdip/2004/2004bis01/2004bis01.pdf>.

35. SWEET, Andrew et ONDIK, Natalie, *The Cost of Reaction: The Long-Term Cost of Short-Term Cures*, Washington, DC : Center for American Progress, 2008, p. 10 ; et MCCOY, *RAND Note*, p. 12.

36. COHEN, Herman (le secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, 1989–1993), interviewé dans le documentaire *Liberia: America's Stepchild*, réalisé par BRIGHT, Nancee Oku, Grain Coast Production, 2002.

37. COHEN, Herman J., *Intervening in Africa: Superpower Peacemaking in a Troubled Continent*, New York : St. Martin's, 2000, p. 128.

38. TOE, interview.

39. CROCKER, Chester, *Recent Developments in Liberia*, Washington, DC : US Department of State, Bureau of Public Affairs, 1985.

40. BOWIER, Emmanuel (ministre de l'Information du Libéria, 1987–1990), interviewé par l'auteur, 16 février 2009.

41. COHEN, *Intervening in Africa*, pp. 128–129.

42. BISHOP, interview, *American Memory*, p. 67.

43. *Id.*

44. BOWIER, interview.

45. BISHOP, interview, *American Memory*, p. 75.

46. COHEN, *Intervening in Africa*, p. 129.

47. BOWIER, interview.

48. BISHOP, interview, *American Memory*, p. 75.

49. BOWIER, interview.

50. *Id.*

51. COHEN, *Intervening in Africa*, pp. 129–130.

52. TAYLOR, Agnes (ex-épouse du président Charles Taylor et coordinatrice humanitaire du NPFL durant l'incurSION militaire au Libéria en décembre 1989), interviewé par l'auteur, 13 mai et 23 novembre 2010.

53. TOE, interview.

54. TAYLOR, Charles (Président du Libéria, 1997–2003), « Taylor Alleges US Govt Helped Him Escape from US Prison », International Justice Monitor, 15 juillet 2009, www.ijmonitor.org/2009/07/taylor-alleges-us-govt-helped-him-escape-from-us-prison/.

55. Arnold Kwenu a été commandant de la force de l'ECOMOG au cours de l'intervention au Libéria en 1990. Il a suivi une formation auprès des Rangers de l'armée américaine.

56. Thomas Sankara était un ardent défenseur du panafricanisme socialiste. Inspiré par Kwame Nkrumah, il a souvent dénoncé le néocolonialisme occidental en Afrique. KWENU, Arnold (commandant des forces, ECOMOG, 24 août–fin septembre 1990), interviewé par l'auteur, 10 et 11 décembre 2008.

57. JOHNSON, Prince, *The Rise and Fall of President Samuel K. Doe: A Time to Heal and Rebuild Liberia*, éd. WA HNE, D. Jr., 2^e éd., Lagos : Paz Cornwell Publishers, 2003, p. 41.

58. ALLEN, Cyril (Président du Parti national patriotique du Libéria (NPP) sous l'administration Taylor), interviewé par l'auteur, 7 avril 2009 ; JOHNSON, *Rise and Fall*, pp. 52–53 ; et TAYLOR, Agnes, interview.

59. BAFFOUR, Ankomah, « A Pound of Flesh, but in Whose Interests? », *New African* 451, mai 2006, pp. 8–23 (interview de Charles Taylor, ancien président du Libéria, 1997–2003).

60. JOHNSON, *Rise and Fall*, pp. 55–63.

61. RICHARDSON, John (Ancien conseiller pour la sécurité nationale du Libéria sous l'administration Taylor, coordinateur clé du NPFL), interviewé par l'auteur, 17 juin 2006.

62. JOHNSON, Prince Y. (Ancien dirigeant du Front national patriotique indépendant du Libéria (INPFL) ; au moment de l'interview, sénateur du comté de Nimba, République du Libéria et Président - Renseignement de sécurité nationale), interviewé par l'auteur, 5 juillet 2006 ; et RICHARDSON, John, interviewé par l'auteur, 21 février 2009.

63. « Prince Johnson Makes Amazing Revelations Again: Wants TRC Report Tabled », *Informer*, 21 juillet 2009.

64. RICHARDSON, interview, 21 février 2009 ; et JOHNSON, Prince Y., interview.

65. COHEN, *Intervening in Africa*, p. 144.

66. BAFFOUR, « Pound of Flesh », p. 8.

67. COHEN, *Intervening in Africa*, p. 144.

68. COHEN, interview documentaire.

69. COHEN, *Intervening in Africa*, pp. 142–144.

70. BISHOP, James Keough (Ambassadeur des États-Unis au Libéria entre mai 1987 – mars 1990 ; assistant secrétaire américain pour l'état des affaires africaines, 1989–1993), interviewé dans le documentaire *Liberia: America's Stepchild*.

71. SAWYER, Amos C. (Président de la Commission de la réforme de la gouvernance au Libéria. Co-fondateur du Mouvement pour la justice en Afrique (MOJA). Ancien président intérimaire du Libéria, 1990–1994), interviewé par l'auteur, 14 mai 2009.

72. COHEN, *Intervening in Africa*, p. 150.

73. KWENU, interview.

74. COHEN, *Intervening in Africa*, pp. 150–151.

75. MCCOY, *RAND Note*, p. 15.

76. En l'espace de deux ans, les États-Unis avaient fourni 26 millions de dollars à l'ECOMOG et 230 millions de dollars en tant qu'aide humanitaire. D'autres formes de soutien indirect furent le déploiement d'équipes de formation mobiles vers des pays de la région afin d'« encourager leur implication dans le maintien de la paix dans la région » et des annulations de dettes de plusieurs pays contributeurs. MCCOY, *RAND Note*, p. 16. Lorsque le Sénégal déploya des troupes au Libéria en novembre 1991, celles-ci reçurent de l'équipement militaire provenant des stocks du département de la Défense des États-Unis « avec des dépenses en liquide provenant des Fonds de soutien économique... et 50 camions militaires que le régime de Doe avait commandés à la Corée du Sud et qui étaient entreposés au Sénégal ». COHEN, *Intervening in Africa*, p. 158. D'une manière semblable, les États-Unis ont appuyé d'autres pays africains qui soutenaient l'ECOMOG, comme le Ghana, le Nigéria et Sierra Leone. KWENU, interview.

77. KWENU, interview.

78. JOHNSON, Prince Y., interviewé par l'auteur, 18 février 2009.

79. *Id.*

80. BOWIER, interview ; et DOE, Jackson E. (frère de Samuel Doe ; au moment de l'interview, ministre des Transports), interviewé par l'auteur, 30 avril 2009.

81. CHEA, Daniel (ministre de la Défense nationale du Libéria, 1997–2003), Interview réalisée par téléphone par l'auteur, 15 janvier, 5 mars, et 24 avril 2009 ; et RICHARDSON, interview, 21 février 2009.

82. KWENU, interview.

83. *Id.* ; et JOHNSON, Prince Y., interview, 5 juillet 2006.

84. KWENU, interview.

85. JOHNSON, Prince Y., interview, 5 juillet 2006.

86. JOHNSON, *Rise and Fall*, p. 87.

87. JOHNSON, Prince Y., interview, 5 juillet 2006.

88. JOHNSON, *Rise and Fall*, p. 87.
89. KWENU, interview.
90. ABOAGYE, Festus B., *ECOMOG: A Sub-Regional Experience in Conflict Resolution, Management, and Peacekeeping in Liberia*, Accra : SEDCO Publishing, 1999, pp. 90–91.
91. SAWYER, interview.
92. RICHARDSON, interview, 17 juin 2006.
93. COHEN, *Intervening in Africa*, p. 152.
94. Herbert Howe, « Lessons of Liberia: ECOMOG and Regional Peacekeeping », *International Security* 21, no. 3, 1997, p. 153.
95. TAYLOR, Agnes, interview.
96. COHEN, *Intervening in Africa*, p. 155.
97. HYMAN, Lester S., *United States Policy towards Liberia, 1822 to 2003: Unintended Consequences?*, Cherry Hill, New Jersey : Africana Homestead Legacy Publishers, 2003, p. xiii.
98. KROMAH, Alhaji G. V. (Co-fondateur et dirigeant du ULIMO en 1993 ; ministre de l'Information en 1984 ; directeur général du Système de radio-télédiffusion du Libéria en 1982. Ministre adjoint de l'Information et Assistant spécial du vice-président sous l'administration Tolbert ; au moment de l'interview, Professeur à l'Université du Libéria), interviewé par l'auteur, 24 mai 2009 ; KROMAH, Alhaji G. V., transcription non-éditée de l'audience à la Commission Vérité et Réconciliation / audiences thématiques et institutionnelles, Monrovia : Truth and Reconciliation Commission of Liberia, 11 août 2008, p. 102 ; et SHERIFF, El Mohamed (Ancien Conseiller / Envoyé spécial du Président pour les Affaires étrangères, 2006–2008 ; ancien membre du Conseil d'État 1994–1995 ; ancien ministre de l'Éducation technique et professionnelle de 1977 à mi-1982), interviewé par l'auteur, 17 mai 2009.
99. COHEN, *Intervening in Africa*, p. 159.
100. ABOAGYE, *ECOMOG: A Sub-Regional Experience*, p. 100.
101. Yamoussoukro Accord III, « Final Communiqué of the Second Five on the Liberian Crisis Held in Yamousoukro, 16–17 September, 1991 », in ABOAGYE, *ECOMOG: A Sub-Regional Experience*, pp. 358–362.
102. COHEN, *Intervening in Africa*, p. 156.
103. HYMAN, *United States Policy towards Liberia*, p. 51.
104. Cité dans *id.*, p. 45.
105. TAYLOR, Charles, « President Taylor's Inaugural Address—Saturday, August 2, 1997 », in *Meeting the Challenges in the Third Republic: President Taylor's First 100 Days in Office*, Monrovia : Ministry of Information, Cultural Affairs, and Tourism, Public Affairs Department, pp. 15–16.
106. ALLEN, interview.
107. Gouvernement du Libéria, *Republic of Liberia: Presidential Papers, Policies, Speeches, Statements, and Record of Activities of the Chief Executive; the Successful Completion of the First 16 Months in Office of the 21st President of the Republic of Liberia, August 2, 1997–December 31, 1998*, Monrovia : Department of Public Affairs and Press Secretary to the President, 1999, p. 82.
108. SAWYER, interview.
109. Gouvernement du Libéria, *Republic of Liberia*, p. 81.
110. TAYLOR, Agnes, interview.
111. TAYLOR, Charles (Ancien Président du Libéria), Conversation personnelle par téléphone avec l'auteur, 23 novembre 2010.
112. ALLEN, interview ; et CHEA, interview.
113. PETERSON, Donald K. (Chargé d'affaires de la Mission diplomatique des États-Unis au Libéria, 1980, en l'absence de l'ambassadeur Smith), interviewé par Charles Stuart Kennedy et Lambert Heyniger, 13 décembre 1996, in *American Memory: The Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, 154, Library of Congress, consulté le 12 June 2014, <http://lcweb2.loc.gov/service/mss/mfdip/2004/2004pet04114>. National Energy Policy Group, *Reliable, Affordable, and Environmentally Sound Energy for America's Future: Report of the National Energy Policy Group*, Washington, DC : National Energy Policy Group, mai 2001, pp. 8–11, www.netl.doe.gov/publications/press/2001/nep/national_energy_policy.pdf.
115. DUNBAR, Jenkins (Ancien ministre des terres, des mines et de l'énergie de la République du Libéria, entre 1997–2003), interviewé par l'auteur, 16 juin 2006.
116. Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), *Planning and Development Atlas*, Monrovia : Ministry of Planning and Economic Affairs in Cooperation with GTZ, 1983 ; et DUNBAR, interview.
117. TAYLOR, Agnes, interview.
118. Gouvernement du Libéria, *Republic of Liberia*, p. 45, p. 101.

119. ALLEN, interview ; BRANDY, Othello (Ancien ministre de l'Agriculture 2002-2004 ; Ancien ambassadeur auprès de l'UE et du Benelux 1997-2002 ; au moment de l'interview, Consultant principal de la Commission foncière au sein de la Commission de la gouvernance libérienne), interviewé par l'auteur, 20 février, 27 mars, and 4 avril 2009 ; et DUNBAR, interview.

120. Gouvernement du Libéria, *An Act to Amend the Executive Law of 1972 to Provide for the Establishment of the National Oil Company of Liberia ("NOCAL")*, Monrovia : Ministry of Foreign Affairs, 2000, sec. 4.

121. TAYLOR, Agnes, interview.

122. DUNBAR, interview.

123. ALLEN, interview ; BRANDY, interview ; DUNBAR, interview ; et TAYLOR, Agnes, interview.

124. WYLIE, Joe (Conseiller militaire principal du LURD et ministre adjoint de la Défense dans le gouvernement national de transition du Libéria), transcription non-éditée de l'audience à la Commission Vérité et Réconciliation / audiences thématiques et institutionnelles, 22 août 2008, Monrovia : Truth and Reconciliation Commission of Liberia, 2008, pp. 31-40.

125. CONNEH, Sekou Demate (ancien président du LURD), transcription non-éditée de l'audience à la Commission Vérité et Réconciliation / audiences thématiques et institutionnelles, 27 août 2008, Monrovia : Truth and Reconciliation Commission of Liberia, 2008, p. 27, p. 47.

126. LURD, *LURD's Political Manifesto* (recueilli par l'auteur de Joe Gballah, 10 mai 2009, chez lui à Monrovia, p. 2.

127. GBALLAH, Joe (Ancien secrétaire général du LURD ; Ancien membre clé de l'ULIMO-J), interviewé par l'auteur, 3 et 10 mai 2009.

128. CHEA, interview.

129. L'embargo sur les armes imposé par la résolution 788 de 1992 des Nations unies n'avait pas été levé après les élections de 1997. « Profile: Liberia's Rebels », *BBC*, 10 juin 2003, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/2979586.stm>.

130. TUBMAN, Winston A. (ancien président du Comité constitutionnel et juridique du groupe des dirigeants politiques du Libéria qui, réunis à Banjul en Gambie, a établi un gouvernement intérimaire au Libéria en 1990 ; Neveu du feu président William Tubman ; Représentant permanent du Libéria aux Nations unies dans la dernière partie des années 1970 ; Ancien chef du Bureau politique des Nations unies pour la Somalie (UNPSO) au début des années 1990 ; Ancien conseiller principal du Commandant de la force de la Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (MONUIK), interviewé par l'auteur, 2 février et 23 mars 2009.

131. BRANDY, interview ; TUBMAN, interview.

132. BRANDY, interview ; TUBMAN, interview.

133. CAPTAN, Monie R., *Address by His Excellency Prof. Monie R. Captan, Minister of Foreign Affairs, to the 57th Session of the United Nations General Assembly*, New York : Nations unies, 20 septembre 2002, www.un.org/webcast/ga/57/statements/020920liberiaE.htm.

134. BLANEY, John W., « A Statement by John W. Blaney, U.S. Ambassador-Designate to Liberia, before the Senate Committee on Foreign Relations », *Perspective*, 11 juillet 2002, www.theperspective.org/blaney.html.

135. Kaibeneh Janneh a été chef de la délégation du LURD aux pourparlers de paix à Accra. Il a par la suite été ministre de la Justice dans le gouvernement intérimaire dirigé par Gyude Bryant de 2003 à 2006, lorsqu'il a été nommé juge de la Cour suprême par la présidente Sirleaf-Johnson.

136. JANNEH, Kaibeneh (Ancien conseiller juridique du LURD et chef de la délégation pour l'Accord de paix d'Accra ; au moment de l'interview, Juge suppléant de la Cour suprême), interviewé par l'auteur, 3 mars 2009.

137. BRIDGEWATER, Pamela, « The International Contact Group and a Way Forward for Liberia », US Department of State, 1 mars 2003, <http://2001-2009.state.gov/p/af/rls/rm/18527.htm>.

138. COLEMAN, Peter (Ancien ministre de la Santé et de la protection sociale dans l'administration Taylor, Docteur en médecine et chirurgien), interviewé par l'auteur, 4 avril 2009 ; et JAYE, Thomas (chargé de recherche principal, *Conflict Prevention, Management & Resolution Department*, au *Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre*, Accra), interviewé par l'auteur, 20 novembre 2009.

139. Conseil de sécurité des Nations unies, Résolution 1478. Adoptée par le Conseil de sécurité lors de sa 4751^e réunion, le 6 mai 2003.

140. KASSA, Alain (chef de la mission du Médecins Sans Frontières à Liberia, début 2003-juillet 2004), des conversations personnelles quotidiennes avec l'auteur, début 2003- juin 2004.

141. David Crane a servi comme professeur du droit international *Waldemar A.* à l'*United States Army Judge Advocate General's School*.

142. Cour special de la Sierra Leone, *Indictment: The Prosecutor against Charles Ghankay Taylor also known as Charles Ghankay MacArthur Dapkpama Taylor*, Freetown : Special Court for Sierra Leone, 2003, www.scsf.org/LinkClick.aspx?fileticket=5gkIHnmPYM=&tabid=159.

143. Cour special de la Sierra Leone, *First Annual Report of the President of the Special Court for Sierra Leone for the Period 2 December 2002–1 December 2003*, Freetown : Special Court for Sierra Leone, 2003, p. 9.

144. MULBAH, Joe W. (Ancien ministre de l'Information République du Libéria ; Professeur associé en communication de masse, Université du Libéria), interviewé par l'auteur, 27 juin 2006 ; et PAASEWE, Sylvester Vaanii, *Neocolonialism in Africa: Liberia, the Last Target*, Calabar : Uptriko Press, 2006.

145. PAASEWE, *Neocolonialism in Africa*, pp. 188–189.

146. KUKULÉ, Abdoulaye W., « If I Stand in the Way of Peace, I'll Quit, Says Taylor », *allAfrica.com*, 5 juin 2003, <http://allafrica.com/stories/200306050003.html>.

147. PAASEWE, *Neocolonialism in Africa*, pp. 191–194.

148. RICHARDSON, interview, 17 juin 2006 ; et TAYLOR, Juwel H. (Sénatrice principale du Comté de Bong ; présidente de la Commission du sénat pour la santé et la protection sociale ; Ancienne Première Dame du Libéria, en tant qu'épouse de Charles Taylor), interviewé par l'auteur, 10 juillet 2006.

149. BLAH, Moses (Ancien vice-président du Libéria sous la présidence de Charles Taylor), transcription non-éditée de l'audience à la Commission Vérité et Réconciliation / audiences thématiques et institutionnelles, 15 septembre 2008, Monrovia : Truth and Reconciliation Commission of Liberia, 2008, p. 38.

150. Human Rights Watch, *Weapons Sanctions, Military Supplies, and Human Suffering: Illegal Arms Flows to Liberia and the June–July 2003 Shelling of Monrovia*, 3 novembre 2003, p. 5, http://hrw.org/backgrounder/arms/liberia/liberia_arms.pdf ; CHEA, interview ; et MULBAH, interview.

151. KASSA, conversations personnelles.

152. WHELAN, Theresa, *U.S. Policy toward Liberia: Hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations, House of Representatives*, 108e Cong., 1^{er} sess., 2 octobre 2003.

153. CHEA, interview ; et Human Rights Watch, *Weapons Sanctions*, p. 5.

154. PAASEWE, *Neocolonialism in Africa*, pp. 199–200 ; et MULBAH, interview.

155. *Agreement on Ceasefire and Cessation of Hostilities between the Government of the Republic of Liberia and Liberians United for Reconciliation and Democracy and the Movement for Democracy in Liberia*, United States Institute of Peace, 19 juin 2003, www.usip.org/sites/default/files/file/resources/collections/peace_agreements/liberia_ceasefire_06172003.pdf.

156. CHEA, interview.

157. « President Bush Outlines His Agenda for U.S.–Africa Relations: Remarks by the President to the Corporate Council on Africa's U.S.–Africa Business Summit », Washington, DC : White House, 26 juin 2003, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/06/20030626-2.html>.

158. US Congress, « Bill Text 108th Congress (2003–2004): H.CON.RES.240—Expressing the Sense of Congress with Respect to the Urgency of Providing Support for the Agreement on Ceasefire and Cessation of Hostilities between the Government of the Republic of Liberia (Introduced in House—IH) », Library of Congress, 2003, art. 8, <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c108:hc240>.

159. *Id.*

160. « President Bush Discusses Upcoming Africa Trip with Reporters: Remarks by the President in Roundtable Interview with African Print Journalists », Washington, DC : White House, 3 juillet 2003, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/07/20030703-5.html>.

161. PAASEWE, *Neocolonialism in Africa*, 204 ; et Associated Press, « Taylor 'Waiting for Troops' », *News24*, 17 juillet 2003, www.news24.com/Africa/News/Taylor-waiting-for-troops-20030717.

162. Human Rights Watch, *Weapons Sanctions*, p. 8.

163. WHELAN, *U.S. Policy toward Liberia*, p. 14.

164. ANNAN, Kofi, « Letter Dated 8 July 2003 from the Secretary-General Addressed to the President of the Security Council », S/2003/695, Conseil de sécurité des Nations unies, 10 juillet 2003, www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2003/695.

165. Klein a travaillé au sein du gouvernement américain, occupant la fonction de Conseiller du Commandant en chef du Commandement des forces des États-Unis en Europe, à Stuttgart, Allemagne.

166. ANNAN, Kofi, « Letter Dated 29 July 2003 from the Secretary-General Addressed to the President of the Security Council », S/2003/769, Conseil de sécurité des Nations unies, 29 juillet 2003, pp. 1–2.

167. Conseil de sécurité des Nations unies, Résolution 1497. Adoptée par le Conseil de sécurité lors de sa 4803^e réunion le 1^{er} août 2003, Conseil de sécurité des Nations unies, 2003, article 1.

168. « Liberia: Nigerian Peacekeepers Occupy Port of Monrovia, US Marines Land », Integrated Regional Information Networks (IRIN), UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 14 août 2003, www.irinnews.org/report/45495/liberia-nigerian-peacekeepers-occupy-port-of-monrovia-us-marines-land.

169. « Text of Liberia President Taylor's Letter of Resignation », 7 août 2003, Liberia Past and Present, 2003, www.liberiapastandpresent.org/TaylorResignation.htm.
170. PAASEWE, *Neocolonialism in Africa*, p. 213.
171. « Text: Taylor's Farewell Speech », *BBC*, 10 août 2003, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/3140211.stm>.
172. Secrétaire general POWELL, Colin L., « Remarks with UN's Lakhdar Brahimi, Special Representative of United Nations Secretary General for Afghanistan, after Their Meeting », département de l'État des États-Unis, 11 août 2003, <http://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2003/23188.htm>.
173. ELLIS, Stephen, *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, New York : New York University Press, 1999, p. 12.
174. FEARON, James D. et LAITIN, David D., « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review* 97, no. 1, février 2003, pp. 75-90 ; et FEARON et LAITIN, « Neotrusteeship and the Problem of Weak States », *International Security* 28, no. 4, printemps 2004, pp. 5-43.
175. ELLIS, Stephen, « How to Rebuild Africa », *Foreign Affairs* 84, no. 5, septembre/octobre 2005, www.foreignaffairs.com/articles/61028/stephen-ellis/how-to-rebuild-africa.
176. FERGUSON, Niall, *Colossus: The Rise and Fall of the American Empire*, Londres : Penguin Books, 2005, p. 198.
177. HAHN, Niels, « Neoliberal Imperialism and Pan-African Resistance », *Journal of World Systems Research* 1, no. 2, 2008, pp. 142-78.
178. WOTORSON, Cletus (Sénateur principal au Libéria ; ancien ministre des terres, des mines et de l'énergie 1978 - 1980 ; Candidat aux élections présidentielles face à Charles Taylor en 1997), interviewé par l'auteur, 30 juin 2006 ; TOKPA, Alaric, interviewé par l'auteur, 12 mars 2010 ; et TAYLOR, Juwel H., interview.
179. SIRLEAF, Ellen Johnson (Présidente de la République du Libéria ; ancienne ministre des Finances dans l'administration Tolbert de 1979 à 1980), interviewé par l'auteur, 2 juin 2009.